



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 25 septembre 2017

Contre les ordonnances et toutes les attaques :

Trois tours de chauffe... Et maintenant ?

Jeudi dernier, à l'appel de la CGT, de la FSU et de Solidaires, entre 132 000 (selon la police) et 223 000 manifestants ont défilé dans le pays contre les ordonnances signées vendredi par Macron. C'est moins que le 12 septembre, à l'appel des mêmes organisations, mais, samedi, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont à nouveau défilé dans Paris, profitant de l'appel de Mélenchon pour prolonger les deux autres journées.

Des ordonnances sur mesure pour les patrons

Gouvernement et patronat prétendent qu'il faut supprimer les obstacles aux licenciements pour mieux embaucher : ils se fichent ouvertement de nous ! Les patrons licenciaient déjà à tour de bras, ce sera désormais encore plus simple et, même s'ils sont en tort, cela ne leur coûtera plus grand-chose avec le plafonnement des indemnités prud'homales. Ils pourront « consulter » les salariés pour leur faire accepter de travailler davantage, de gagner moins. Le refus individuel de voir son contrat modifié est un motif de licenciement. Pourquoi voudriez-vous que les patrons ne se frottent pas les mains ?

Il n'y a pas que les ordonnances. Le gouvernement a déjà décidé de licencier 150 000 travailleurs précaires parmi les contrats dits aidés. Personne dans les classes populaires n'est épargné. La baisse des APL de 5 euros par mois pour tous pourrait grimper jusqu'à 50 à 60 euros par mois, peut-être même atteindre 70 euros, dans le parc HLM.

Macron cherche à saucissonner les luttes

Pour plaire encore davantage à des petits patrons déjà ravis, Macron a cru bon de nous traiter de fainéants. Plus sérieusement, il a tenu à affirmer qu'il maintiendrait son cap pro-patronal en annonçant, entre autres, une remise en cause des régimes de retraite des fonctionnaires et des cheminots. On ne doute pas qu'il a l'intention d'essayer. Mais, au-delà des postures va-t-en-guerre contre le monde du travail, il faut bien comprendre qu'il craint la convergence de nos luttes.

En annonçant aux fonctionnaires et aux cheminots qu'il les attaquera *dans quelques mois*, il espère surtout qu'ils vont désertier les luttes d'aujourd'hui pour se préparer à lutter *dans quelques mois*. C'est évidemment un piège : nous perdrons à coup sûr s'ils réussissaient à saucissonner nos luttes.

Alors que, à l'inverse, si nous faisons reculer le gouvernement maintenant, il remballera le reste. Et c'est possible : Juppé, en 1995, bien que « droit dans ses bottes », avait cédé sur les retraites face à la colère des cheminots ; Villepin, en 2006, avait annulé sa loi sur le CPE, pourtant promulguée, face aux réactions de la rue, en particulier des jeunes.

Construire une riposte générale

Les différentes confédérations syndicales ont des objectifs propres et se présentent en ordre dispersé. Mélenchon, lui, a des visées politiques personnelles évidentes. Aucun plan de mobilisation n'apparaît clairement.

Mais les manifestations des 12, 21 et 23 septembre, chacune dans son genre, ont tout de même contribué à une mobilisation qui peut encore aller vers un mouvement d'ensemble. À condition de nous en mêler nous-mêmes. En commençant par nous servir des appels existant.

Lundi 25, ce sont les routiers. Le 10 octobre, les fonctionnaires, à l'appel cette fois de tous leurs syndicats – on se demande d'ailleurs pourquoi un appel séparé, les fonctionnaires connaissant des problèmes semblables à ceux de tous les salariés.

Tous ces appels, quelle qu'en soit la forme, peuvent être un point d'appui pour construire un mouvement d'ensemble, un mouvement qui aille vers de vraies grèves qui se rejoignent pour que la grève devienne massive et touche les patrons au porte-monnaie.

À nous d'imposer un rythme plus soutenu de mobilisation en participant, qu'on travaille dans le public ou le privé, à tout ce qui est prévu dans les prochains jours. En particulier, il faudrait faire du 10 octobre une nouvelle journée interprofessionnelle et pas seulement une journée de grève des fonctionnaires.

Il plane à plus de 10 000... euros par mois ?

Pendant la présentation de la réorganisation de la MAP, le directeur de la Mécanique a sorti les violons. Pour nous convaincre qu'il mettait tout à notre disposition pour les nouvelles normes, il a précisé que le budget de sa direction allait dépasser l'objectif, ce qui diminuerait sa prime de performance personnelle.

Le pauvre chef voudrait qu'on se sente coupable quand on réclame des mulets conformes, des softs fonctionnels et des créneaux sur les moyens d'essais ? C'est promis, la prochaine fois qu'il vient, on fera une quête pour compenser le manque à gagner.

On pourrait par exemple lui verser le total de nos AGS depuis 5 ans, soit 0 %! Ça l'aidera peut-être à remettre les pieds sur terre...

Merci pour ce moment !

Lors de ce même amphi, on a entendu des applaudissements à la fin, alors que le directeur venait de nous dire que si l'on avait l'impression de galérer sur EU6d-temp, c'était parce qu'on n'arrivait pas à avoir une « *vision d'ensemble* ». En y regardant de plus près, pas d'étonnement, les applaudissements étaient partis de la « fosse », où la direction locale, les RH et les chefs de services étaient réunis.

Faire applaudir un n+5, ça peut toujours servir à la carrière de certains, mais ça ne fera pas baisser notre charge de travail et augmenter nos salaires. Pour cela, il n'y a que la lutte collective et on a toutes les raisons de nous y mettre.

Deux poids, deux pédales

Suite à l'accident de cet été avec un véhicule de liaison interne (LINT), la direction a fait retirer tous les LINT boîte automatique de la circulation. Laisant comme d'habitude sans solution les salariés qui en ont besoin quotidiennement. Pourtant, ça ne l'embête pas de nous faire rouler avec des véhicules pool aux voyants « défaut vidange » et « pression des pneus » allumés. Pour assurer notre sécurité, ça ne sert à rien de faire confiance à la direction, ce qui l'intéresse vraiment, c'est la baisse des coûts.

Plutôt compter sur nous-mêmes en appliquant par exemple notre droit de retrait.

Le génie de l'innovation

Le PIM n'aura jamais autant mérité son nom de « pôle d'innovation mécanique » : la direction veut y ouvrir un « dojo ». Un espace pour confronter les points de vue avec la hiérarchie ? Et non, vu l'ambiance, c'était trop risqué. Ce sera simplement un atelier avec un établi « kilomètre zéro » bien rangé, soi-disant pour nous apprendre à prendre soin de notre outil de travail, une méthode importée du Japon. La direction n'a pas mis de vitre pour voir les moteurs dans certains bancs mais elle mettrait sous verre un atelier « modèle » à la sauce « tomate ». Tout pour la comm' et rien pour les besoins réels.

Nous, on a une idée vraiment innovante : une grève « modèle », avec arrêt des bancs et des missions !

Précaires de tous les pays, unissez-vous !

En Corée du Sud, les salariés de Hyundai Motor Company se battent depuis plus de 10 ans contre les contrats précaires et la sous-traitance. Sur les chaînes de production, les salariés contractuels font le même travail que leurs collègues mais sont moins payés et plus vulnérables. Récemment, 6 000 employés ont enfin obtenu un poste permanent. Une petite victoire, mais le combat est loin d'être gagné.

Cette méthode sert à diviser les travailleurs et à les mettre en concurrence, comme chez Renault où les prestataires et les intérimaires font le même boulot que les autres, mais avec des contrats précaires. Un CDI pour tous ! Avec les profits records, ce n'est pas comme si Renault n'en avait pas les moyens...

La plus riche du cimetière

Liliane Bettencourt, deuxième plus grosse fortune de France, vient de mourir. Sa fortune estimée à 34 milliards d'euros, elle l'avait héritée du petit empire de son père Eugène Schueller, un patron engagé en politique qui avait financé l'extrême-droite française dans les années 1930-1940.

Si le paiement des droits de succession s'appliquait à la fortune des Bettencourt selon le barème habituel, cela permettrait de combler environ trois fois le fameux déficit de la Sécurité sociale. Mais la milliardaire semble avoir pris les devants, sa succession est préparée... depuis 1992 et l'impôt risque d'être symbolique !

Forces de l'ordre en désordre

Lors de la journée de grève et de manifestation du 21 septembre, 2 000 CRS se sont mis en arrêt-maladie en signe de protestation. En cause : un changement sur le paiement de leurs primes de déplacement et, plus généralement, un manque de reconnaissance pour les forces de l'ordre qui couvrent les arrières de Macron dans ses parades et ses provocations.

Pas facile de jouer les gardiens de l'ordre quand l'ordre est dégueulasse !

GM&S : « Sauvetage », chantage et saccage

Il y a quelques jours à peine, le gouvernement annonçait en fanfare la reprise de l'activité de GM&S, mais avec 156 salariés en moins. Résultat du « sauvetage » organisé par Macron et son équipe : un vrai saccage...

Le patron du repreneur GMD n'a pas tardé à faire du chantage : au moindre blocage de l'usine, ce sera la porte pour tous les salariés. Contre ce « sauveur » et les licenciements qui commencent, les salariés se sont mobilisés à la préfecture de Guéret. Mais après avoir affronté la justice patronale, c'est cette fois les gendarmes mobiles qu'ils ont trouvé face à eux pour défendre les capitalistes et leur casse sociale.

Seuls face au chantage patronal et aux licenciements, les salariés sont affaiblis. La seule solution pour s'en sortir, c'est la lutte collective contre les ordonnances Macron et les licenciements de ses amis les patrons.